

Le stock des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2001

La Banque de France réalise, notamment par l'intermédiaire de son réseau de succursales, une enquête annuelle sur le stock d'investissements directs à l'étranger détenu par les entreprises résidentes, industrielles et commerciales, compagnies d'assurance et établissements de crédit.

Le stock d'investissements directs à l'étranger, qui est l'une des composantes de la position extérieure de la France, s'élève, à fin 2001, à 555,4 milliards d'euros en valeur comptable (soit 38,0 % du PIB), contre 478,3 milliards à fin 2000 (33,7 % du PIB en données révisées). Il a ainsi progressé de 16,1 % par rapport à l'année précédente.

Il se décompose en capitaux propres (388,7 milliards d'euros, soit 70,0 % du stock total d'investissements directs français à l'étranger), en prêts et placements entre affiliés (159,6 milliards, soit 28,7 % du stock total) et en investissements immobiliers (7,1 milliards, soit 1,3 % du stock total).

En valeur de marché, le montant global du stock d'investissement direct français à l'étranger a diminué de 7,3 % pour s'établir, à fin 2001, à 1 051,1 milliards d'euros (soit 71,8 % du PIB), contre 1 133,5 milliards (soit 80,0 % du PIB) à fin 2000, en raison de la baisse des cours des actions des sociétés étrangères.

Les États-Unis et la France étant les seuls grands pays à diffuser des stocks en valeur de marché, les comparaisons internationales ne peuvent se faire que sur la base de la valeur comptable. La France se situe, en 2001, au cinquième rang des pays investisseurs dans le monde, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, mais aussi désormais l'Allemagne et l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et devant les Pays-Bas et le Japon.

L'ensemble des pays de la zone euro représente 36,7 % du stock total et constitue une destination privilégiée pour les investisseurs français. Les États-Unis demeurent cependant le premier pays d'accueil des investissements français à l'étranger (25,2 % du stock), suivis du Royaume-Uni (12,8 %).

NB : Cf. *Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France*. Les autres éléments de la position extérieure sont les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés, les « autres investissements » et les avoirs de réserve.

S'inscrivant dans un contexte de net ralentissement des investissements directs internationaux et des opérations de fusion-acquisition transfrontières dans le monde, les flux d'investissements directs français à l'étranger ont reculé de 36 % en 2002. Le stock en valeur comptable, estimé provisoirement par ajout des flux de l'année aux stocks de fin 2001, s'établit alors à 621,8 milliards d'euros, soit une progression de 12 %. La baisse marquée des cours boursiers des sociétés étrangères investies se traduit, en outre, par une diminution de 7 % du stock en valeur de marché, à 833,2 milliards d'euros.

Bruno TERRIEN
Joëlle TINGUELY
Direction de la Balance des paiements

Rappel méthodologique

Définition des investissements directs

Conformément aux recommandations du 5^e Manuel du FMI, les statistiques d'investissements directs à l'étranger concernent les entreprises résidentes détenant au moins 10 % du capital d'une entreprise non résidente. Entrent dans le calcul du stock les capitaux propres de l'entreprise non résidente « investie », y compris les bénéfices réinvestis sur place par l'investisseur résident, augmentés des prêts et dépôts consentis par les maisons mères résidentes à leurs affiliés non résidents. Les prêts des filiales à leur maison mère ne viennent pas en déduction de ces prêts. Il s'agit ici de l'application du principe « créances/engagements », par opposition au principe directionnel, qui considère les prêts de filiales à maison mère comme des désinvestissements. Les prêts et avances du secteur bancaire ne sont pas inclus dans les statistiques d'investissements directs, mais dans les « autres investissements ».

Sont inclus dans les investissements directs à l'étranger des banques résidentes les participations au capital social des filiales non résidentes, les dotations des succursales à l'étranger, les prêts subordonnés et participatifs.

Le recensement s'inscrit dans le cadre des travaux conduisant à l'élaboration de la position extérieure de la France. À la différence de la balance des paiements, qui enregistre des transactions économiques et financières (flux) entre les résidents d'un pays et les non-résidents, la position extérieure recense les encours de créances et d'engagements financiers d'une économie à l'égard du reste du monde. Ces créances et engagements sont ventilés entre les investissements directs, les investissements de portefeuille, les produits financiers dérivés, les « autres investissements » et les avoirs de réserve.

Évaluation du stock

Les stocks commentés dans cet article sont exprimés en valeur comptable. Les stocks d'investissements directs sont également publiés en valeur de marché, mais seulement pour leur montant global, sans ventilation géographique ou sectorielle, dans le Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure, dont la prochaine parution sur le site internet de la Banque de France interviendra à l'été 2003.

La correspondance entre les flux de balance des paiements et la variation des stocks calculés en valeur comptable s'avère parfois délicate à établir. En effet, les stocks sont calculés sur la base de la valeur comptable de certains postes du passif de la société investie, alors que les flux le sont sur la base de leur valeur à la date de l'opération, c'est-à-dire de la valeur de marché. Entre les deux modes d'évaluation, les écarts peuvent être importants. Ils sont notamment liés à l'évaluation du « goodwill » (perspectives d'évolution de l'entreprise, estimation de certains actifs incorporels) inclus dans la valeur de marché et non dans la valeur comptable.

Population recensée

Les investisseurs français sont des entreprises industrielles et commerciales, des établissements de crédit et des compagnies d'assurance, dont le siège est situé en France métropolitaine, indépendamment de toute considération sur la nationalité des actionnaires ou associés qui les contrôlent.

Afin de limiter la charge statistique du recensement, ne sont visées que les entreprises françaises dont le poste immobilisations financières au bilan est au moins égal à 3 millions d'euros. L'enquête réalisée au titre de 2001 a permis de recenser 2 020 entreprises résidentes ayant déclaré des investissements directs à l'étranger.

Les entreprises non résidentes concernées sont celles détenues à hauteur de 10 % au moins de leur capital par une entreprise résidente et situées dans tout autre pays que la France métropolitaine, les départements et territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon. Selon l'enquête, elles étaient au nombre de 10 169 en 2001.

1. Vue d'ensemble

1.1. La France, cinquième pays investisseur dans le monde

L'investissement direct à l'étranger prend diverses formes : création d'entreprises, consolidation de l'assise financière des filiales existantes, rachats d'entreprises, opérations de fusion-acquisition.

Favorisées par le contexte général de libéralisation des mouvements de capitaux et par des politiques nationales de plus en plus accueillantes à l'égard des investisseurs étrangers, notamment à l'occasion de la privatisation d'activités de services, les opérations d'investissement direct ont été, de surcroît, stimulées par des motivations habituelles propres aux entreprises investisseuses :

- conquête de nouveaux marchés à travers une diversification géographique ;
- recherche d'une position sectorielle de premier plan à l'échelle internationale ;
- rapprochement et concentration sous la pression de la concurrence.

Selon le *World Investment Report* publié par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) en 2002, le stock mondial d'investissements directs à l'étranger, estimé en valeur comptable, est ainsi passé, entre 1985 et 2001, de 692 milliards de dollars à 6 552 milliards.

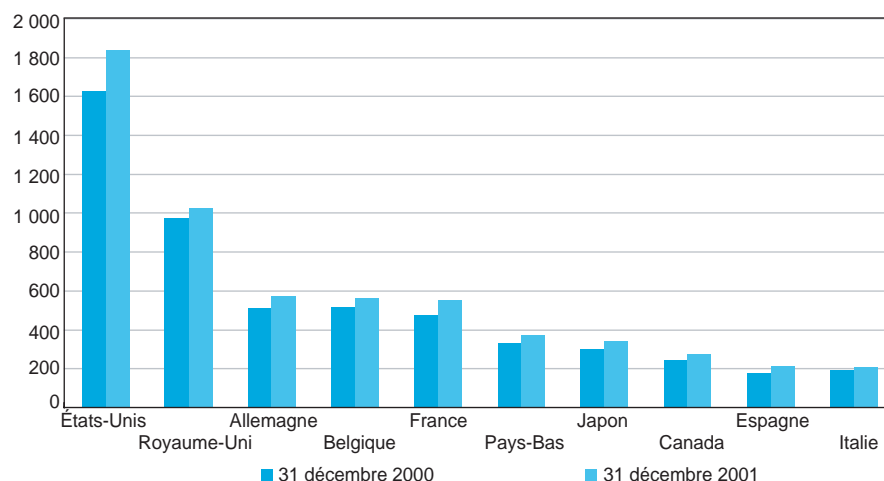
Selon les informations disponibles et sous réserve des différences méthodologiques ¹ qui peuvent subsister entre les pays pour le calcul des stocks, la France passe du troisième rang, à fin 2000, au cinquième rang des pays investisseurs à l'étranger à fin 2001, avec un stock de 555,4 milliards d'euros, soit environ 7,5 % du stock mondial. Elle est devancée par les États-Unis (1 841,7 milliards d'euros en valeur comptable), le Royaume-Uni (1 027,1 milliards), mais aussi désormais par l'Allemagne (573,4 milliards) et l'UEBL (562,0 milliards).

¹ La méthodologie des statistiques d'investissements directs appliquée par la France est présentée dans ses grandes lignes en page précédente.

Stocks d'investissements directs à l'étranger en valeur comptable

Comparaisons internationales

(en milliards d'euros)



NB : Conversion sur la base des cours de change aux 31 décembre 2000 et 2001

Sources : FMI, sources nationales

Apprécié non plus en valeur absolue mais par rapport au produit intérieur brut (PIB), le stock d'investissements à l'étranger situerait par contre la France en quatrième position des pays industrialisés, comme en 2000. Avec un ratio de 38,0 %, elle est précédée par l'UEBL (203,8 %), les Pays-Bas (87,1 %), pays accueillant de nombreux sièges de *holdings*, et le Royaume-Uni (62,9 %). Viennent ensuite le Canada (35,7 %) et l'Espagne (33,1%).

Stocks des investissements directs à l'étranger en valeur comptable rapportés aux produits intérieurs bruts Comparaisons internationales

(montants en milliards d'euros, ratios en %)

	Au 31 décembre 2000		Au 31 décembre 2001		
	Stocks des investissements directs	Stocks/PIB	Stocks des investissements directs	Stocks/PIB	
1 États-Unis	1 628,5	15,4	1 841,7	16,1	9
2 Royaume-Uni	977,2	64,2	1 027,1	62,9	3
3 Allemagne	514,0	25,3	573,4	27,7	7
4 UEBL	519,0	193,5	562,0	203,8	1
5 France	478,3	33,7	555,4	38,0	4
6 Pays-Bas	330,7	82,2	373,7	87,1	2
7 Japon	299,2	6,2	343,0	7,8	10
8 Canada	243,7	32,0	276,6	35,7	5
9 Espagne	177,1	29,1	215,4	33,1	6
10 Italie	193,7	16,6	206,9	17,0	8

Sources : Sources nationales

1.2. Une progression de 16,1 % du stock d'investissements directs à l'étranger en 2001 en valeur comptable

Calculé sur la base des données comptables des entreprises entrant dans le champ de l'enquête, et non sur la base de leur valeur de marché ², le stock des investissements directs français à l'étranger s'élevait, au 31 décembre 2001, à 555,4 milliards d'euros, contre 478,3 milliards à fin décembre 2000 ³.

Le stock a enregistré une progression de 16,1 % en 2001, bien inférieure à celle de 2000 (43,8 %). Cette évolution correspond à 103,9 milliards d'euros de flux d'investissements recensés au cours de l'année en valeur d'acquisition ⁴.

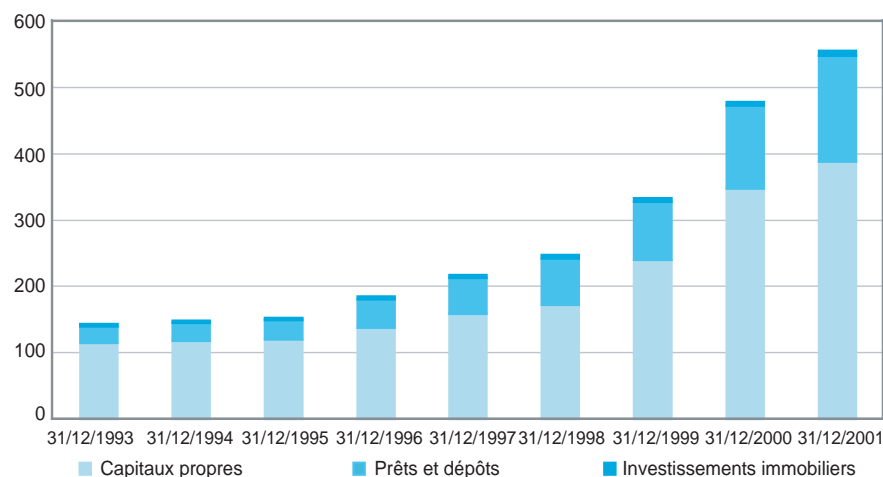
Les flux d'investissements directs français à l'étranger reflètent, en 2001, le net repli des opérations de fusion-acquisition de grande ampleur (notamment dans les secteurs en évolution rapide tels que les télécommunications ou les médias) constaté au niveau mondial par rapport aux deux années précédentes. Parmi les principales opérations évoquées par la presse économique et les sociétés concernées figurent les investissements de Axa-UAP dans sa filiale américaine Axa Financial Inc., de Lafarge dans la société britannique Blue Circle ainsi que des opérations effectuées par EDF International en Allemagne ou en Argentine.

² Une estimation des stocks d'investissements directs français à l'étranger (IDFE) en valeur de marché sera publiée à l'été 2003 dans le *Rapport annuel sur la balance des paiements et la position extérieure de la France en 2002*. Elle s'élève à 1 051,1 milliards d'euros à fin 2001, soit près de deux fois la valeur comptable.

³ Montant révisé

⁴ Cf. rappel méthodologique *supra* sur les différences de valeurs entre flux et stocks

Stock d'investissements directs français à l'étranger



Source : Banque de France

Les capitaux propres, qui intègrent les bénéfices réinvestis par les filiales à l'étranger des sociétés résidentes, progressent de 16,1 % entre les deux exercices (388,7 milliards d'euros à fin 2001, contre 347,6 milliards à fin 2000). Ils représentent 70,0 % du stock à fin 2001 (72,7 % en 2000).

Les prêts des maisons mères résidentes à leurs affiliés non résidents s'inscrivent en hausse de 27,5 % par rapport à l'exercice précédent (159,6 milliards d'euros, contre 125,2 milliards à fin 2000). Ils représentent 28,7 % du stock (26,2 % en 2000).

Les investissements immobiliers français à l'étranger augmentent de 26,8 % (7,1 milliards d'euros, contre 5,6 milliards en 2000). Leur part dans le stock est de 1,3 % (1,2 % en 2000).

2. Ventilations géographiques et sectorielles

2.1. Les États-Unis et les pays de la zone euro demeurent les principales destinations des investissements directs français à l'étranger

Les États-Unis, avec un encours recensé de 140,1 milliards d'euros à fin 2001, après 122,6 milliards à fin 2000, constituent toujours la première destination des investisseurs français à l'étranger (25,2 % du stock).

Le rythme de progression du stock français aux États-Unis s'est cependant ralenti (+ 14 % en 2001, contre + 47 % en 2000). On mentionnera parmi les principales opérations évoquées par les sociétés concernées et/ou par la presse économique, outre celle déjà citée de Axa dans Axa Financial Inc., celles réalisées par BNP Paribas (acquisition de BancWest Corp.) ou Vivendi Universal (acquisition de Houghton Mifflin).

La Belgique (14,9 %), les Pays-Bas (7,1 %) et l'Allemagne (5,6 %) représentent les principaux pôles d'attraction des investissements directs français au sein de l'Union européenne. La place des autres pays voisins de la France (Espagne, Italie, Suisse, Royaume-Uni) se maintient. La zone euro constitue une destination privilégiée pour les investisseurs français : le stock total qu'ils y détiennent a progressé de 20,5 % en 2001 et représente 36,7 % du total.

La part relative du Canada est en léger recul (6,9 % en 2001, contre 8,0 % en 2000).

Avec 1,5 % du stock total, le Brésil demeure le premier pays émergent bénéficiant des investissements directs français, en relation notamment avec la politique de privatisation menée dans ce pays.

Principaux pays bénéficiaires des investissements directs français à l'étranger

(montants en milliards d'euros et part en %)

	31 décembre 2000		31 décembre 2001	
	Montant	Répartition	Montant	Répartition
États-Unis	122,6	25,6	140,1	25,2
Belgique	58,1	12,2	82,7	14,9
Royaume-Uni	61,1	12,8	70,8	12,8
Pays-Bas	42,9	9,0	39,6	7,1
Canada	38,2	8,0	38,2	6,9
Allemagne	27,2	5,6	31,3	5,6
Suisse	18,3	3,8	20,7	3,7
Italie	14,3	3,0	17,2	3,1
Espagne	13,0	2,7	15,3	2,7
Luxembourg	8,1	1,7	9,9	1,8
Japon	8,3	1,7	8,9	1,6
Pologne	6,7	1,4	8,7	1,6
Brésil	7,7	1,6	8,4	1,5
Autres pays	52,0	10,9	63,6	11,5
Pour mémoire : zone euro	169,4	35,4	204,1	36,7
Total	478,3	100,0	555,4	100,0

Source : Banque de France

Les destinataires des investissements directs français à l'étranger se différencient très nettement des partenariats commerciaux. Ainsi, les États-Unis restent, en 2001, le premier pays « investi », avec 25,2 % du stock total d'investissements directs français à l'étranger, sans rapport avec son poids dans les exportations de marchandises françaises (8,8 %). Inversement, l'Allemagne, premier partenaire commercial de la France (14,7 % des exportations de marchandises françaises et 12,8 % des exportations de biens et services), n'accueille que 5,6 % du stock d'investissements directs français.

Parts comparées des principaux pays dans les exportations et dans les stocks d'investissements directs français en 2001

(en %)

Pays	Part dans les exportations françaises de marchandises (a)	Part dans les exportations françaises de biens et services (b)	Part dans les stocks d'investissements directs français à l'étranger
États-Unis	8,8	11,2	25,2
UEBL	7,6	7,8	16,7
Royaume-Uni	9,8	10,5	12,8
Pays-Bas	4,0	4,2	7,1
Canada	0,9	1,0	6,9
Allemagne	14,7	12,8	5,6
Suisse	3,3	4,1	3,7
Italie	8,8	8,1	3,1
Espagne	9,6	7,5	2,7
Japon	1,7	2,0	1,6
Pologne	1,1	0,9	1,6
Brésil	0,8	0,7	1,5
Autres pays	28,9	29,2	11,5
Pour mémoire : zone euro	49,4	44,7	36,7
Total	100,0	100,0	100,0

(a) Données douanières

(b) Données Balance des paiements

Source : Banque de France

La répartition par zones géo-économiques des investissements français à l'étranger n'a que peu varié entre 2000 et 2001. Les pays de l'Union européenne continuent d'accueillir près de la moitié des investissements.

Répartition par zones géo-économiques des investissements directs français à l'étranger

(montants en milliards d'euros et parts en%)

	31 décembre 2000 (a)		31 décembre 2001	
	Montant	Part	Montant	Part
Union européenne	234,7	49,1	282,1	50,8
Dont : zone euro	169,4	35,4	204,1	36,7
Autres pays industrialisés européens	18,3	3,8	20,7	3,7
Pays industrialisés non européens	172,5	36,1	191,4	34,5
Pays candidats	10,3	2,1	14,4	2,6
Reste du monde	42,5	8,9	46,8	8,4
Total	478,3	100,0	555,4	100,0

(a) Données révisées

Source : Banque de France

2.2. Le secteur des *holdings*, premier secteur investisseur à l'étranger, devance le secteur financier

Les investissements français à l'étranger restent essentiellement engagés par un nombre limité de secteurs économiques résidents ⁵, au premier rang desquels figurent le secteur des *holdings*, avec 28,1 % du total du stock, en forte augmentation par rapport à 2000 (27 % par rapport à l'année précédente), suivi par le secteur financier (20,9 %, dont 5,9 % pour les assurances, contre 22,5 %, dont 6,2 % pour les assurances, en 2000). Dans le secteur financier, le secteur des *holdings* financiers joue un rôle prépondérant (7,3 % en 2001, contre 8,5 % en 2000). Viennent ensuite le secteur électricité, gaz et eau (5,4 %), le commerce (5,3 %) et l'informatique (5,1 %).

Principaux secteurs économiques résidents détenteurs d'investissements directs à l'étranger

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	31 décembre 2000 (a)		31 décembre 2001	
	Montant	Part	Montant	Part
<i>Holdings</i>	122,7	25,7	155,8	28,1
Intermédiation financière	107,4	22,5	116,1	20,9
<i>Dont Assurances</i>	29,5	6,2	32,8	5,9
<i>Dont Banques</i>	27,8	5,8	31,2	5,6
Électricité, gaz et eau	32,0	6,7	30,3	5,4
Commerce	22,5	4,7	29,5	5,3
Informatique	13,7	2,9	28,4	5,1
Industries chimiques	27,4	5,7	27,2	4,9
Matériel de transport	20,3	4,2	26,0	4,7
Industries extractives	15,4	3,2	11,6	2,1
Autres secteurs	116,9	24,4	130,5	23,5
Total	478,3	100,0	555,4	100,0

(a) Données révisées

Source : Banque de France

La liste des principales entreprises par secteurs économiques résidents montre que l'internationalisation demeure l'apanage des grandes entreprises disposant d'une assise financière suffisante pour s'implanter à l'étranger.

À ce titre, il est intéressant de noter que la population recensée d'investisseurs résidents s'élève, en 2001, à 2 020 entreprises, qui ont investi dans 10 169 entreprises non résidentes, soit un rapport de un à cinq. En 1992, ce même rapport n'était que de un à quatre. Les vingt entreprises françaises ayant le plus fortement investi à l'étranger (soit 1 % du nombre total des investisseurs) détiennent à elles seules 41,5 % du stock total.

⁵ L'analyse par secteurs repose sur la *Nomenclature d'activités française* (NAF) publiée par l'INSEE.

**Principales entreprises investissant à l'étranger
par secteurs économiques résidents à fin 2001**

(en % des capitaux propres)

Secteurs investisseurs	Principales entreprises investissant à l'étranger	Part des entreprises citées dans les investissements détenus par les secteurs
<i>Holdings</i>	Cie générale de Communications, Cap Gemini, Alcatel, Total Chimie, Sofidiv, Alcatel Participations, Vivendi Universal, Ondeo, Sté de Gestion de l'Aéronautique Défense Espace, Compagnie générale des Éts Michelin, AGF International, Groupe Danone, Financière Lafarge, Soft Drinks Holding, Nestlé Waters	74,4
Intermédiation monétaire	Société générale, BNP Paribas, Crédit agricole Indosuez, Caisse nationale de Crédit agricole, Crédit Lyonnais, Banque Sudameris, Natexis-Banques populaires, Sofax Banque, Crédit Lyonnais Europe, Crédit commercial de France, RCI Banque	90,3
Autre intermédiation financière	Vivendi Universal Holding SAS, Coralec, Dexia Credit Local, Cereol, CDC Finance CDC Ixis, Lagardere SCA, Artemis	96,0
Assurances	AXA, SCOR	95,5
Electricité, gaz et eau	Suez, EDF International, Ondeo Services, SAUR International, C ^{ie} des Gaz de Pétrole Primagaz, Elyo, C ^{ie} générale des Eaux, Gaz de France, EDF	99,9
Commerce	Carrefour, Casino Guichard-Perrachon, Auchan, Louis Dreyfus et C ^{ie} , Bayer Cropscience, Conforama, PR Europe, Leroy Merlin Participation, Total outre-mer, Vilmorin	83,3
Informatique	Orange, Atos, Dassault Systèmes	98,6
Industries chimiques	Aventis, Air Liquide International, L'Oréal, Rhodia, Sanofi-Synthelabo, Atofina	82,5
Matériel de transport	Renault, Valeo, Automobiles Citroën, Peugeot Citroën Automobiles, Automobiles Peugeot, Renault VI, PSA	94,9
Industries extractives	Total Fina, Elf Aquitaine, Total Fina Gestion	96,3

Sources : Presse économique et financière, communiqués des sociétés concernées

Principaux secteurs investis selon les pays d'accueil à fin 2001

(en %)

Pays d'accueil	Secteur	Part des quatre principaux secteurs dans le total du stock d'investissements directs en capitaux propres français par pays	
		Individuelle	Ensemble
États-Unis	<i>Holdings</i>	27,6	
	Assurances	19,3	
	Banques	11,8	
	Commerce	8,2	66,9
Belgique	<i>Holdings</i>	26,9	
	Electricité, gaz et eau	26,0	
	Informatique	25,3	
	Commerce	5,2	82,4
Royaume-Uni	Informatique	20,9	
	<i>Holdings</i>	16,2	
	Assurances	15,4	
	Electricité, gaz et eau	8,1	60,6
Canada	Banques	66,5	
	Commerce	26,2	92,7
Pays-Bas	<i>Holdings</i>	37,0	
	Assurances	15,9	
	Banques	12,9	
	Industries mécaniques	6,7	72,7
Allemagne	Industries chimiques	32,3	
	<i>Holdings</i>	14,1	
	Industries extractives	10,6	
	Banques	7,8	64,8
Suisse	<i>Holdings</i>	36,0	
	Banques	30,6	
	Transports et communications	11,0	77,6
Espagne	Matériel de transport	19,3	
	Commerce	10,9	
	<i>Holdings</i>	10,6	
	Industries extractives	7,9	48,7

Sources : Presse économique et financière, communiqués des sociétés concernées

- Les investissements au Canada sont très concentrés dans le secteur bancaire qui représente 66,5 % du total.
- Les *holdings* occupent la première place des investissements en Suisse (36,0 %) et aux Pays-Bas (37,0 %) et constituent, dans la plupart des pays, un des premiers secteurs investis, excepté en Espagne où la part correspondante est égale à 10,6 %.
- Les industries chimiques sont le secteur le mieux représenté pour les investissements directs français en Allemagne (32,3 %).
- La part élevée du secteur des assurances est une caractéristique des investissements dans les pays anglo-saxons : États-Unis (19,3 %), Royaume-Uni (15,4 %).

2.3. Une accentuation du degré de contrôle de l'investissement

Appréhendé à partir de 10 % du capital (cf. rappel méthodologique), l'investissement direct à l'étranger prend néanmoins le plus souvent la forme d'un contrôle majoritaire de l'entreprise « investie ». Les montants correspondant à ces prises de participations majoritaires représentent 88,1 % du stock en 2001.

Répartition des investissements directs en fonction du pourcentage détenu à fin 2001

(montants en milliards d'euros et part en %)

Quote-part détenue	Nombre de sociétés investies	Répartition (en %)	Investissement en capitaux propres (en milliards d'euros)	Répartition (en %)
Filiales	8 765	86,2	342,4	88,1
50 % à 90 %	1 823	17,9	44,1	11,4
Plus de 90 %	6 942	68,3	298,3	76,7
Participations	1 404	13,8	46,3	11,9
10 % à 20 %	331	3,3	10,7	2,8
20 % à 50 %	1 073	10,5	35,6	9,1
Total	10 169	100,0	388,7	100,0

Source : Banque de France

3 . Première estimation du stock d'investissements directs français à l'étranger à fin 2002

En 2002, le stock d'investissements directs français à l'étranger, pour lesquels les données d'enquête ne sont pas encore disponibles, est estimé, par ajout des flux de l'année aux stocks de fin 2001, à 621,8 milliards d'euros (en valeur comptable), en progression de 12,0 % sur l'année, contre 16,1 % en 2000. Ce montant représente 40,9 % du PIB de la France.

Ce ralentissement de la progression du stock traduit le recul marqué (de près de 36 %) des flux d'investissements directs français à l'étranger en 2002, s'inscrivant dans un contexte mondial caractérisé par le net repli des investissements directs internationaux et des opérations de fusion-acquisition transfrontières.

La dégradation significative des cours boursiers des sociétés étrangères investies s'est traduite, en 2002, par une contraction de près de 21 % du stock en valeur de marché, qui s'établit à 833,2 milliards d'euros (contre 1 051,1 milliards en 2001).

Parmi les principales opérations citées par les sociétés concernées et/ou la presse économique et financière, on relève notamment :

- l'acquisition de BCOM3 par Publicis,
- l'augmentation de la participation croisée entre Renault et Nissan,
- l'acquisition de Echostar Communication par Vivendi Universal.

Annexe 1

Stocks des investissements directs français à l'étranger
 (en valeur comptable)

(en milliards d'euros)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements immobiliers	Total
31 décembre 1992	106,5	22,3	2,4	131,2
31 décembre 1993	115,0	24,8	2,9	142,7
31 décembre 1994	118,0	27,3	3,3	148,6
31 décembre 1995	120,0	29,2	3,5	152,7
31 décembre 1996	137,9	42,9	3,7	184,5
31 décembre 1997	158,5	54,2	3,9	216,6
31 décembre 1998	172,3	70,1	4,5	246,9
31 décembre 1999	240,2	87,5	4,8	332,5
31 décembre 2000	347,6	125,2	5,5	478,3
31 décembre 2001	388,7	159,6	7,1	555,4

NB : Données révisées pour 2000

Source : Banque de France

Population recensée

(en unités)

	Investisseurs résidents	Entreprises non résidentes investies
31 décembre 1992	2 243	8 662
31 décembre 1993	2 216	8 460
31 décembre 1994	2 142	8 732
31 décembre 1995	2 126	8 682
31 décembre 1996	1 830	8 165
31 décembre 1997	1 730	8 016
31 décembre 1998	1 699	8 107
31 décembre 1999	2 193	9 373
31 décembre 2000	1 939	9 148
31 décembre 2001	2 020	10 169

NB : Données révisées pour 2000

 Seuil d'investigation : entreprises dont le montant des immobilisations financières au bilan
 est au moins égal à 3 millions d'euros

Source : Banque de France

Annexe 2

Ventilation géographique des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2001 (en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

	Capitaux propres	Prêts	Investissements dans le secteur immobilier	Total	Part
États-Unis	94 236	45 007	885	140 129	25,2
Belgique	63 858	16 956	1 938	82 752	14,9
Royaume-Uni	45 645	24 788	421	70 854	12,8
Pays-Bas	29 333	9 963	320	39 616	7,1
Canada	35 847	2 271	124	38 242	6,9
Allemagne	18 287	12 298	713	31 298	5,6
Suisse	9 900	10 045	718	20 663	3,7
Italie	11 115	5 913	157	17 185	3,1
Espagne	10 901	3 853	509	15 263	2,7
Luxembourg	5 036	4 551	276	9 863	1,8
Japon	8 665	241	0	8 906	1,6
Pologne	7 554	1 176	13	8 744	1,6
Brésil	7 066	1 309	14	8 389	1,5
Argentine	4 886	652	15	5 553	1,0
Suède	2 925	1 818	29	4 772	0,9
Irlande	899	3 268	5	4 172	0,7
Singapour	3 031	469	10	3 510	0,6
Danemark	1 149	1 212	33	2 394	0,4
Australie	1 533	774	68	2 375	0,4
Chine	1 882	339	12	2 233	0,4
Portugal	1 439	624	90	2 153	0,4
République tchèque	1 509	347	4	1 861	0,3
Venezuela	41	1 606	—	1 647	0,3
Mexique	1 036	504	16	1 556	0,3
Maroc	1 318	88	82	1 488	0,3
Norvège	780	652	14	1 445	0,3
Hongrie	1 043	283	14	1 339	0,2
Hong-Kong	793	456	0	1 249	0,2
Bermudes	789	455	0	1 245	0,2
Gabon	342	822	—	1 164	0,2
Turquie	851	130	15	996	0,2
Corée du Sud	931	49	0	980	0,2
Autriche	465	511	—	977	0,2
Kenya	813	102	0	915	0,2
Grèce	557	105	39	701	0,1
Chili	686	11	0	698	0,1
Roumanie	564	110	4	678	0,1
Autres pays	10 948	32 805	567	17 359	3,0
Total	388 653	159 607	7 105	555 364	100,0

Source : Banque de France

Annexe 3

**Répartition par secteurs investisseurs des investissements directs
français à l'étranger au 31 décembre 2001**
(en valeur comptable)

(montants en millions d'euros, parts en %)

Secteurs investis	Capitaux propres et investissements immobiliers	Prêts	Total	Part
Agriculture et pêche	68		68	0,1
Industries extractives	11 564		11 564	2,1
Dont :				
Extraction de pétrole et de gaz	11 509		11 509	2,1
Industries manufacturières	82 090	40 014	122 103	22,0
Dont :				
Industries agricoles et alimentaires	6 820	3 566	10 386	1,9
Textile et habillement	1 029	115	1 145	0,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	1 173	1 003	2 176	0,4
Raffinage de pétrole et autres traitements	349	1 649	1 998	0,4
Industrie chimique	20 947	6 223	27 170	4,9
Caoutchouc et plastiques	261	1 312	1 572	0,3
Industries métallurgiques	8 180	226	8 406	1,5
Industries mécaniques	5 460	367	5 827	1,1
Matériel de bureau, informatique	1 113	84	1 197	0,2
Equipements radio, TV, communication	2 433	475	2 909	0,5
Véhicules automobiles	14 127	4 092	18 219	3,3
Autres matériels de transport	918	6 848	7 766	1,4
Electricité, gaz et eau	25 428	4 853	30 281	5,4
Construction	1 438	492	1 930	0,3
Commerce, réparations	9 329	20 155	29 484	5,3
Hôtels, restaurants	4 457	1	4 458	0,8
Transports et communications	7 539	4 564	12 103	2,2
Intermédiation financière	106 894	9 235	116 129	20,9
Dont :				
Intermédiation monétaire	31 173		31 173	5,6
Autre intermédiation financière	40 174	4 913	45 087	8,1
Assurance	32 337	477	32 814	5,9
Services aux entreprises, immobilier	144 956	73 211	218 168	39,3
Dont :				
Immobilier	10 214	580	10 794	1,9
Informatique	27 181	1 178	28 358	5,1
Recherche-développement	171	5	175	0,1
Management de holdings	100 622	55 196	155 818	28,1
Publicité	2 906	881	3 787	0,7
Autres services	1 995	7 081	9 076	1,6
Total	395 758	159 607	555 364	100,0

Source : Banque de France

Annexe 4

**Principaux pays bénéficiaires d'investissements directs
du secteur résident des *holdings* à fin 2001**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Investissements en capitaux propres	Part
États-Unis	31,2	31,0
Belgique	17,9	17,8
Pays-Bas	13,9	13,8
Royaume-Uni	7,9	7,8
Pologne	5,6	5,6
Suisse	3,8	3,8
Allemagne	3,3	3,3
Luxembourg	2,6	2,6
Brésil	2,2	2,2
Italie	2,0	2,0
Singapour	1,8	1,8
Espagne	1,2	1,2
Canada	0,9	0,9
Autres pays	6,3	6,3
Total	100,6	100,0

**Principaux pays bénéficiaires d'investissements directs
du secteur résident de l'intermédiation financière à fin 2001**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Investissements en capitaux propres	Part
Canada	33,6	31,4
États-Unis	29,3	27,4
Royaume-Uni	10,9	10,2
Pays-Bas	4,5	4,2
Italie	4,5	4,2
Belgique	4,2	3,9
Suisse	3,2	3,0
Japon	2,6	2,4
Allemagne	1,6	1,5
Luxembourg	1,5	1,4
Autres pays	11,0	10,4
Total	106,9	100,0

**Principaux pays bénéficiaires d'investissements directs
du secteur résident électricité, gaz et eau à fin 2001**
(en valeur comptable)

(montants en milliards d'euros et parts en %)

	Investissements en capitaux propres	Part
Belgique	16,5	64,9
Royaume-Uni	3,7	14,6
Allemagne	1,3	5,1
Argentine	0,6	2,4
États-Unis	0,5	2,0
Chili	0,5	2,0
République tchèque	0,4	1,6
Suède	0,3	1,2
Chine	0,3	1,2
Pays-Bas	0,2	0,8
Espagne	0,2	0,8
Autres pays	0,9	3,4
Total	25,4	100,0

Annexe 5

**Dernières publications sur les investissements directs
disponibles sur le site internet de la Banque de France (www.banque-france.fr)**

Analyses sur les stocks d'investissements directs

*Le stock des investissements directs étrangers en France au 31 décembre 2000
Bulletin de la Banque de France - n° 104 (août 2002)*

*Le stock des investissements directs français à l'étranger au 31 décembre 2000
Bulletin de la Banque de France - n° 104 (août 2002)*

Analyses sur les flux d'investissements directs

*Données annuelles : Rapport annuel sur la balance des paiements
et la position extérieure de la France en 2002 (disponible à l'été 2003)*

*Résultats mensuels : Résultats de la balance des paiements du mois de...
Bulletin de la Banque de France du troisième mois suivant le mois commenté*

Annexe 6

Autres publications sur les investissements directs

D'autres organismes publics diffusent également des données d'investissements directs internationaux, mais dans une autre optique que la quantification des flux et des stocks d'investissements directs.

Investissements directs français à l'étranger

- La direction des Relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie effectue, par l'intermédiaire de ses postes d'expansion économique, une enquête annuelle axée sur l'activité des filiales d'entreprises françaises implantées à l'étranger (effectif employé, chiffre d'affaires, secteur d'activité, notamment).

Investissements directs étrangers en France

- L'Agence française pour les investissements internationaux (AFII, créée en octobre 2001) en liaison avec la délégation à l'aménagement du Territoire et à l'action régionale (Datar) met l'accent sur les nouvelles implantations et sur les emplois bruts créés ou préservés par l'investissement étranger. En fait, les investissements étrangers productifs recensés par la Datar ne concernent que les capitaux étrangers contribuant à l'accroissement ou au maintien de l'emploi et ne représentent qu'une partie de ceux comptabilisés par la Banque de France.
- Le service des Statistiques industrielles du secrétariat d'État à l'Industrie (Sessi) publie chaque année un ouvrage sur les entreprises industrielles contrôlées, directement et indirectement, par l'étranger, établi à partir de l'enquête LIFI (Liaisons financières) de l'INSEE.

Investissement direct international

- La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) publie chaque année un rapport sur l'investissement mondial, qui centralise les données fournies par les banques centrales et les offices statistiques en charge des investissements directs et analyse, entre autres, les liens entre le commerce et l'investissement direct étranger. Toutefois, les stocks 2001 présentés dans l'édition 2002 sont estimés à l'aide d'un cumul de flux, depuis plusieurs années dans le cas de certains pays.
- La direction des Relations économiques extérieures (DREE) reprend les chiffres de la Cnuced ainsi que, pour la France, ceux de la Banque de France, dans une publication synthétique sur « les investissements directs dans le monde ».